

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18118 - 70ÈME ANNÉE

Le Premier ministre indien s'adresse à la diaspora Narendra Modi aux Réunionnais : « nous allons vous aider »



La salle se lève au moment de l'arrivée de Narendra Modi.

En visite officielle à Paris, le Premier ministre de l'Inde s'est adressé aux Réunionnais en visioconférence. Aux centaines de personnes rassemblées au Parc des expositions de Saint-Denis, il a dit que le rapprochement entre l'Inde et les descendants d'immigrants indiens est un axe important. Narendra Modi est même prêt à s'impliquer personnellement pour aider des personnes à retrouver leurs origines en Inde. Il a insisté sur la stratégie à 25 ans qu'il compte mettre en place. Le « Make in India » s'appuie sur une jeunesse nombreuse et formée qui répondra aux besoins en main d'œuvre des pays vieillissants, tout en produisant en Inde.

À l'invitation du Consul général de l'Inde, 700 personnes étaient attendues samedi soir au Parc des expositions pour participer à une visioconférence avec Narendra Modi, Premier ministre de l'Inde. La

plupart des invités étaient des descendants d'immigrés indiens venus à La Réunion. Le préfet ainsi que la sous-préfète de Saint-Paul étaient présents. La Région et le Conseil départemental avaient également des représentants, ainsi que

la mairie de Saint-Denis.

Georges Raju, Consul général de l'Inde, a présenté le déroulement de la soirée. Il a également fait un point sur le séjour en France de Narendra Modi : 17 accords signés, achat de 37 Rafale par l'Inde, 2 milliards d'euros



Plusieurs centaines de personnes ont écouté le discours en direct du Premier ministre indien.

ros de la France investis en Inde, participation de la France au développement de 3 smart cities.

La visioconférence a ensuite commencé. Elle était organisée à partir de la grande salle du Carrousel du Louvre à Paris. Elle était diffusée à La Réunion, en Guadeloupe et en Martinique. Elle correspondait à une rencontre entre le Premier ministre de l'Inde et des membres de la diaspora. À Paris, l'ambiance était très chaleureuse, avec une foule qui scandait « Modi, Modi, Modi » dans l'attente de la venue du chef de gouvernement de l'Inde.

La soirée a débuté par un spectacle de musique et de danse indiennes qui a duré plus d'une heure. Puis les musiciens se sont regroupés pour chanter les hymnes de l'Inde et de la France lors de l'arrivée de Narendra Modi.

« La couleur de notre sang n'a pas changé »

Le Premier ministre s'est alors adressé en hindi aux Indiens rassemblés à Paris, et en simultané à La Réunion, en Guadeloupe et à la Martinique. La traduction de la première partie du discours n'était pas disponible. Elle est arrivée quand le chef du gouvernement indien a commencé à évoquer la question des descendants d'Indiens présents aux Antilles et à La Réunion. Plus de 250.000 Indiens habitent ces îles, a-t-il dit, tout en rappelant que beaucoup ne comprennent pas l'hindi. Il

a ensuite dit son message dont voici la traduction :

« Vous avez quitté la terre indienne depuis des siècles, la couleur de votre passeport n'est plus la même, mais la couleur de notre sang n'a pas changé ».

« L'Inde pense à vous sur la base de notre ADN, pas de votre couleur de passeport ». « Nous avons célébré la Journée des Indiens, pour célébrer le centenaire de l'arrivée de Gandhi en Inde. Nous avons prévu un programme spécial pour les Indiens francophones ».

« Beaucoup sont partis, sans document. Tout ce qu'ils savent, c'est qu'ils sont d'origine indienne. Pour nous ça nous suffit ».

Le Premier ministre indien a ensuite poursuivi, lançant la réflexion sur « comment resserrer les relations entre nous ».

Il est parti d'une expérience vécue quand il a rencontré un Antillais venu chercher ses racines en Inde.

« Quand on oublie la langue, quand les noms changent, c'est un problème », cela fait perdre des repères. « Si nous perdons notre contact avec les traditions de base, c'est difficile ». « À Maurice, il n'y a pas autant de problème, car ils sont partis en emportant les livres sacrés et ils ont gardé cette tradition. Ailleurs, il y a l'anglais, mais vous n'avez même pas cette langue ».

Narendra Modi fait de ce rapprochement une affaire personnelle. « Aujourd'hui à l'heure d'Internet, je suis très facilement disponible. Si vous envoyez un message, nous n'allons

pas ménager nos efforts pour retrouver vos traces en Inde ». « Indiens francophones, si vous voulez resserrer les liens, nous allons vous aider ».

La démographie à la base de la stratégie

Narendra Modi a ensuite poursuivi rappelant la solidarité de lutte entre Indiens et Français. C'est en effet sur le sol de la France, pendant la guerre de libération en 1945 qu'a été réalisé le premier drapeau de l'Inde. Il a cité une parole d'un auteur indien, déclarant que la France est la source de la civilisation européenne, aussi importante que la source du Gange pour l'Inde.

Le Premier ministre indien a décrit le mot d'ordre « Make in India », une expression prononcée par François Hollande. Ce qui fait dire à Narendra Modi : « la flèche que j'ai lancée a atteint sa cible ».

Le « Make in India » s'appuie sur la démographie. 65 % de la population a moins de 35 ans. Le pays investi beaucoup dans l'éducation. Narendra Modi estime que dans 25 ans, les pays occidentaux auront une population si vieillissante qu'ils auront d'importants besoins de main d'œuvre, notamment qualifiée, dans tous les domaines. L'Inde sera prête à répondre à cette demande, avec des usines en Inde. « Make in India » signifie : « pourquoi attendre 25 ans ? Venez dès maintenant investir en Inde ». « Ce dividende démographique est une grande force ».

Narendra Modi a dit aussi que « nous voulons que le monde nous respecte, et ce jour n'est pas loin. Il a conclu en expliquant une action de lutte contre le changement climatique. La déforestation est un accélérateur des émissions de gaz à effet de serre. Pour empêcher que des arbres soient coupés pour faire la cuisine, le gouvernement indien verse directement sur le compte bancaire de 130 millions de personnes une somme d'argent pour acheter des bouteilles de gaz. Vantant la force inimaginable de la population indienne, Narendra Modi a conclu son discours par un vibrant : « vive l'Inde ».

M.M.

Edito

L'eau, une richesse à partager

Lancé hier, le 7e Forum mondial de l'eau se tient jusqu'au 17 avril dans deux villes de Corée : Daegu et Gyeongju. Elle se fixe comme objectif de faire face à la pénurie d'eau et à d'autres problèmes environnementaux. Son thème est : de l'« Eau pour notre avenir ».

Environ 3.000 personnes ont participé à la cérémonie d'ouverture. La présidente de la Corée du Sud a souligné que la pénurie d'eau est devenue aujourd'hui un problème mondial qui demande des efforts conjoints entre les pays développés et émergents pour juguler ce phénomène.

« Nous devons instaurer une ère de paix et de coopération en réglant les conflits liés à l'eau au niveau international », a ajouté Park Geun-hye. « Les pays développés et en voie de développement doivent faire des défis liés à l'eau une opportunité de croissance économique. »

Le partage de l'eau est déjà au cœur de plusieurs conflits. C'est notamment le cas en Palestine. Les colons qui s'y installent accaparent en effet la majeure partie de l'eau au détriment des Palestiniens.

La Réunion n'est pas à l'écart de ce phénomène. Elle est touchée depuis plusieurs années par la sécheresse. Ainsi, le passage de la tempête Haliba n'a pas permis de recharger

correctement les nappes. Les effets du manque d'eau se font ressentir dans l'agriculture, avec une chute des rendements en particulier dans la canne à sucre. Ce sont aussi les coupures d'eau que subissent chaque année des milliers d'usagers et qui touchent quasiment toutes les communes au plus fort de la période sèche.

Avec un million d'habitants, la question du partage de l'eau sera un problème crucial dans quelques années. Un problème à anticiper dès maintenant.

J.B.

Témoignages

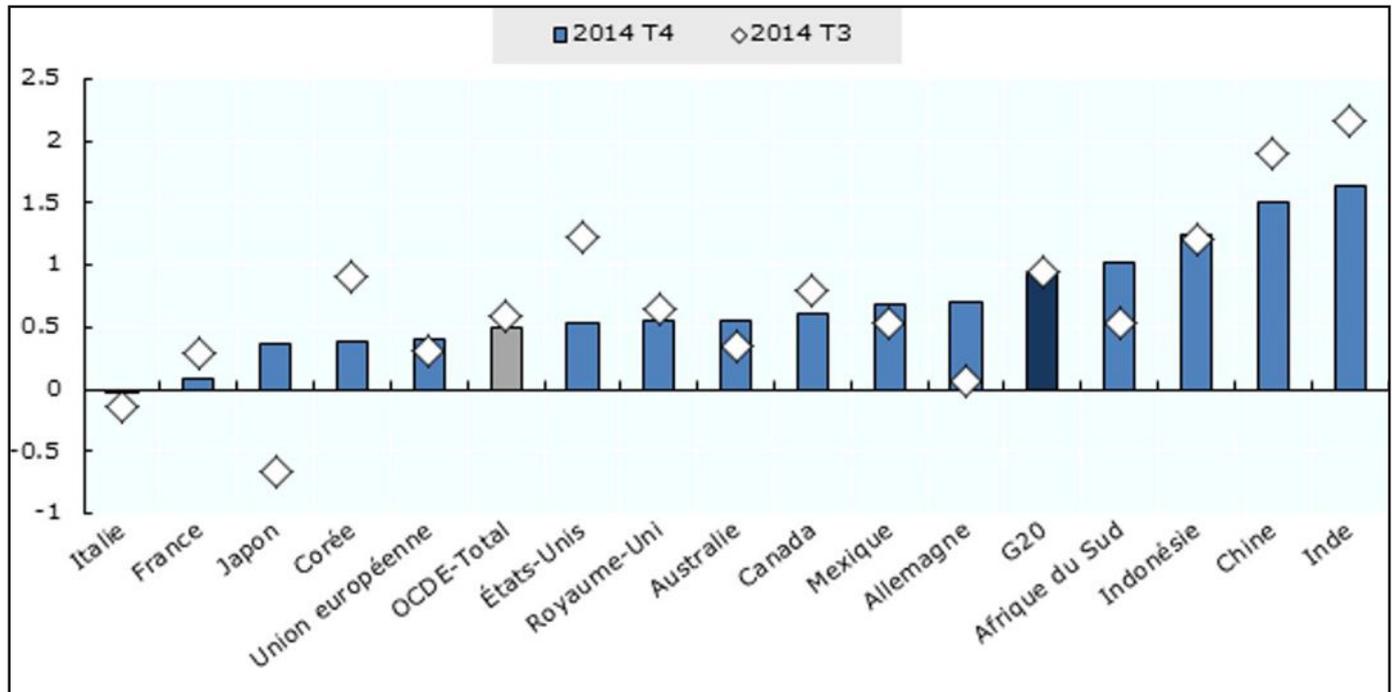
Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Focus sur l'économie Indienne

Inde : 7,7 % de croissance prévue en 2015

Le chef du gouvernement indien Narendra Modi était en visite officielle la semaine dernière en France. Samedi, il s'est adressé en direct de Paris aux Réunionnais, rassemblés au Parc des expositions et des congrès de Saint Denis.



PIB trimestriel en volume pour les économies du G20. Taux de croissance par rapport au trimestre précédent, données corrigées des variations saisonnières. Source : OCDE

L'Inde est géographiquement et culturellement proche de La Réunion. En effet, ce pays d'1,2 milliard d'habitants a fortement participé au peuplement de notre île.

L'Inde, plus forte croissance économique du G20

L'Inde est aujourd'hui une puissance économique émergente. Au sein des économies du G20, ce pays affiche la croissance la plus forte depuis le troisième trimestre 2014. Rappelons que, le produit intérieur brut (PIB) des pays du groupe des 20 représente 85 % de l'économie mondiale. Selon les économistes, malgré un contexte global de croissance atone des échanges commerciaux, l'économie indienne devrait tirer son épingle du jeu et connaître une nouvelle accélération en 2015, en affichant une croissance de +7,7 % (après + 7,5 % en 2014). L'Inde sera suivie par la Chine avec un taux de croissance de +7.1 % en 2015.

En effet, les économistes précisent que la Banque Centrale Indienne a déjà assoupli sa politique monétaire, ce qui devrait dynamiser l'octroi de crédit aux entreprises et ainsi stimuler l'investissement.

En vingt ans, le pays a enregistré une hausse de 1.000 milliards de dollars de son PIB (à 1.800 milliards en 2014 d'après la Banque Mondiale) consécutive à l'émergence

d'une importante classe moyenne. Les économistes estiment que l'Inde peut accélérer et atteindre un rythme de croissance annuel moyen de 9 % dans les années à venir, ce qui la conduirait à augmenter son PIB de 10.000 milliards de dollars d'ici 2034.



Bénéficiant d'une plus faible infla-

Un mot d'ordre du gouvernement indien.

10 à 12 millions d'emplois créés par an

Forte d'une population très jeune, 65 % de sa population a moins de 35 ans, l'Inde devra créer 10 à 12 millions d'emplois par an si elle veut consolider le poids de sa classe moyenne. Celle-ci pourrait ainsi atteindre 600 millions d'individus en 2021 contre 470 millions en 2010.

Pour offrir une main d'œuvre qualifiée et en bonne santé, l'Inde devra fortement investir dans les infrastructures locales selon les analystes. 75 % des jeunes Indiens diplômés du 3e cycle tel est l'objectif fixé par le gouvernement indien. Le système de santé est également revu. L'objectif est d'atteindre une espérance de vie de 80 ans en 2034. L'étude du cabinet d'audit PwC évalue à 100.000 le nombre de médecins formés, et à 300.000 le nombre d'infirmiers.

La Réunion au carrefour des pays émergents doit s'intégrer dans son environnement régional

Alors que 72 % de nos échanges se font avec la France et l'Europe, il y a aujourd'hui nécessité de s'intégrer dans notre environnement géographique.

Notre île, département français, s'intègre dans le marché européen, cependant la distance géographique ne lui permet pas de profiter pleinement de cette intégration économique. Alors que le monde est en plein bouleversement, par le développement des pays émergents, La Réunion est située au carrefour de ces pays, comme l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, mais aussi Madagascar, Maurice ou le Mozambique entre autre.

Dans un tel contexte géoéconomique, l'île doit défendre ses intérêts et parvenir à développer son économie, sur la base d'un modèle de coopération régionale solidaire.

Sanjiv Dinama

Di sak na pou di

23 minutes pour le FN, 45 secondes pour les manifs anti-austérité. Et la démocratie ?

Grâce au dérapage verbal de son cher papa... Marine Le Pen s'est exprimée 23 minutes en prime time dans le journal de 20 heures sur TF1 ; alors que le "journaliste" n'a consacré que 45 secondes aux centaines de milliers de citoyens, qui manifestaient dans toutes les villes de France contre l'austérité et le chômage... Le mépris habituel ! Pour ceux qui créent chaque jour les richesses de la nation.

Si au contraire, le soir de la Manif, le 20 heures de TF1 avait permis à des organisations politiques comme le front de gauche, le M'PEP (Mouvement Politique d'Emancipation Populaire) et d'autres formations du mouvement social de s'exprimer pendant 23 minutes comme miss Marine, ils auraient eu le temps d'informer les français sur les autres politiques possibles pour en finir avec le chômage et l'austérité... Des économistes comme Picketty, Husson, Sapir, etc. sans doute aussi bien formés, sinon mieux, que ceux de la cour, qui défilent quotidiennement dans les médias, auraient pu en 23 minutes dénoncer la stupidité des politiques d'austérité imposées par l'union Européenne, chiffrer les moyens qui existent pour réduire le chômage, démontrer que la précarité n'est pas une fatalité... que la solution passe aussi par un partage plus équitable de la richesse, Mais là : Silence radio !

Pourtant, n'aurait-il pas été plus pertinent, d'intéresser les Français à un débat sur ces questions, plutôt que d'écouter les élucubrations de la famille Le Pen en soirée de grève ? Sommes-nous toujours en démocratie ?

L'objectif est-il comme dans les dictatures, de réduire au silence et ainsi éliminer peu à peu de la représentation nationale, ceux qui défendent les intérêts des classes populaires et moyennes ?

Combien de temps de parole à une heure de grande écoute, les médias

audio-visuels ont-ils accordé aux formations à la gauche du PS, depuis l'élection du Président Hollande ?

À quand, une action de masse pour faire respecter notre droit à la parole et stopper la montée de la peste brune, que PS, UMP, & Co utilisent comme épouvantail à des fins politiciennes ?

Mais ne comptez plus sur nous pour tomber dans votre piège du vote utile. Les avancées sociales ont toujours été le résultat de mobilisations de masse : 1936, 1945, 1968 ! D'autre viendront, ce n'est pas la fin de l'histoire !

Didier Le Strat

Cuba - États-Unis

Rencontre historique entre Barack Obama et Raul Castro

Raul Castro et Barack Obama se sont entretenus samedi 11 avril, durant une heure, en marge du Sommet des Amériques au Panama. Cette rencontre enterre pour beaucoup d'observateurs la guerre froide instaurée entre les deux pays et engage une nouvelle ère dans les relations bilatérales.



Les États-Unis occupent une partie du territoire cubain. C'est la base de Guantanamo. Cuba demande la restitution de cette partie de son territoire.

Cet échange est le premier depuis 1956, il a été qualifié « d'historique » et de « franche » par le président américain. Pour ce dernier, « il est temps de tourner la page », une remarque à laquelle le président cubain a répondu, en assurant qu'il faut se montrer « très patients ».

Une rencontre sereine

« Nous avons réussi à parler honnêtement de nos différences et de nos préoccupations, de telle manière que je pense que nous détenons la possibilité de faire avancer la relation entre nos deux pays dans une direction différente et meilleure », a affirmé Barack Obama, lors de la conférence de presse commune.

Ce dernier a d'ailleurs affirmé qu'« avec le temps, il est possible pour nous de tourner la page et développer une nouvelle relation entre nos deux pays [...] même si nous avons des différences profondes et importantes ». Un point de vue partagé, mais plus raisonnable pour Raul Castro, qui a indiqué que « Nous voulons parler de tout, mais nous devons être patients, très patients. Cela a été une histoire compliquée, celle de nos pays, mais nous sommes disposés à avancer comme le dit » Barack Obama ».

Le président américain a mis l'accent sur les « points de vue différents sur l'organisation de la société et je lui ai dit de façon très directe que nous n'allions pas cesser de parler de sujets tels que la démocratie, la liberté de la presse et la liberté de réunion ». Une posi-

tion entendue, car « Tout peut se discuter si cela se fait avec beaucoup de respect pour les idées de l'autre », a assuré le chef d'État cubain.

Des points épineux persistent

Plusieurs divergences perdurent entre les deux pays. Notamment la priorité pour Cuba d'être retiré de la liste des pays soutenant le terrorisme, qui reste le principal obstacle à la réouverture d'ambassades. Raul Castro a pressé son homologue à avoir « une décision rapide » à ce sujet. Dans le cas d'une notification du Congrès par l'exécutif, les deux chambres disposent d'un délai de 45 jours pour débattre de cette mesure, mais leur vote n'est pas nécessaire.

D'autres points sensibles restent à régler, tel que l'embargo total sur les transactions économiques et financières avec Cuba, imposé depuis 1962. Raul Castro a réitéré la nécessité de « résoudre » cette question qui pénalise son pays. Barack Obama avait demandé au Congrès, avant le Sommet, de travailler à cette levée. Cependant, le Congrès, détenu par les républicains, risque de faire blocage à cette promesse.

Selon Raul Castro, la normalisation des relations bilatérales devra aussi passer par « une compensation équitable pour notre peuple pour les dégâts humains et économiques subis » à cause de l'embargo, évalués à 116 milliards de dollars par La Havane. Enfin, autre point central pour le dirigeant cubain, la restitution du « territoire occupé illégalement par la base navale de Guantanamo », sans quoi, il n'y aura pas de normalisation des échanges.

S.L.

Fin des quotas sucriers : pour un engagement ferme de Manuel Valls avant sa visite dans l'île

La CGPER pour une convention-canne d'au moins 5 ans

Dans un courrier adressé le 10 avril au Premier ministre, la CGPER demande au chef du gouvernement de renouveler l'engagement pris par François Hollande le 21 août dernier. La CGPER dit que la demande d'autoriser le versement d'une subvention complémentaire de 38 millions d'euros après 2017 a bien été transmise à l'Union européenne. En conséquence, elle attend une réponse favorable avant le début de la coupe dans deux mois et demi. Cela permettrait d'obtenir la signature d'une Convention-canne d'au moins 5 ans. Voici ce courrier.



Manifestation de la CGPER devant l'usine de Bois-Rouge l'an dernier.

« A l'occasion de votre prochaine visite dans l'île, notre syndicat souhaite attirer votre attention sur le dossier de l'aide complémentaire de 38 millions d'euros promise l'année dernière par le Président de la République à la filière canne-sucre-rhum-énergie.

Aujourd'hui, nous sommes soucieux de l'avenir des 3 500 planteurs de l'île. Les 18 300 personnes qui vivent directement ou indirectement de la filière sont toujours inquiètes de leur avenir, de l'avenir de la filière et de l'avenir de leur famille. En effet, le nouveau règlement européen supprime les quotas sucriers et les prix garantis après octobre 2017.

Sans mesures compensatoires après cette date, cette décision entérinée par l'Europe impactera fortement la filière qui serait alors soumise aux seules lois du libéralisme et de la

concurrence internationale.

Tous les acteurs du monde agricole craignent que cette réforme de la Politique Agricole Commune ne mette en cause la filière canne-sucre-rhum-énergie, déjà pilier économique de l'agriculture réunionnaise et support de la diversification animale et végétale.

Comme nous l'avons souvent rappelé, il n'y a pas d'autres perspectives de production en substitution à la canne à sucre sur un marché étroit et un territoire aux handicaps structurels reconnus par l'Europe. La canne demeure notre culture principale, notre identité et notre patrimoine historique qu'il faudra à tout prix sauvegarder.

La perspective d'un désastre économique et social n'est pas non plus réjouissante pour les 23 000 personnes qui vivent aujourd'hui de l'agriculture dans notre île, déjà

bien éprouvée par un taux de chômage important.

Des efforts ont été faits pour augmenter la productivité et les multiples potentialités de développement de la canne à sucre. Nous savons cependant que dans un contexte d'augmentation constante du prix de revient de la tonne de canne, les planteurs ne pourront pas faire face à une diminution brutale de leur prix d'achat.

Aussi, notre syndicat souhaite avant votre visite dans l'île, que vous renouveliez auprès de tous les acteurs de la filière, l'engagement du Président de la République pour sauvegarder et consolider la filière canne réunionnaise au-delà de 2017.

Sept mois après l'annonce du Président, le dossier de demande d'autorisation à Bruxelles pour verser les 38 millions d'euros supplémentaires d'aide nationale a bien été réalisée et sera transmis dans les temps afin d'obtenir une réponse positive. Nous sommes à deux mois et demi du début de la campagne sucrière. Cette réponse devrait arriver avant l'ouverture des négociations pour la prochaine convention canne. Nous souhaitons une convention signée pour une durée minimum de 5 ans afin de permettre aux planteurs d'investir et de replanter.

Tous les planteurs de canne espèrent à nouveau un signal fort de l'Etat pour leur permettre de continuer à exercer sereinement leur activité et vivre dignement de leur production sur le long terme. Ils attendent avec impatience votre soutien et engagement à l'occasion de votre visite dans l'île. »

Oté

Parabol Fransoi Hollande, lo mové z'anz gardien : **Téréos, sanm mittal !**

Plantèr kann, zot i koné Laksmi Mittal ? Sasé lo roi l'asyé é lo moun lo pli rish L'Anglètèr. Konparézon la pa rézon vi ké lo boug d'après sak mi koné i plant pa in pyé kann é bann é bann plantèr I oi l'asyé kan zot i trap z'ot gran kouto. Donk in drol késtyon ! Mé si i mète François Holland dann milyé lo késtyon I dovien pa bizar konm k'I diré.

Mittal l'ashète bann z'izine l'asyé la-ba dann la Lorène é ki di l'asyé i di galman in gran sant pou fé la roshèrch. Donk sa lé a li, mèm si bann fransé la travay dési l'asyé dopi dé san z'ané. Donk sak banna la trouvé lé a li, mésyé Mittal lo moun lo pli rish l'anglètèr. Fransoi Hollande la di : « Florange i fèrm ar pa ! »... gran promètèr dovan l'éternel, Florange la fermé é lo bann tik-tak banna la trouvé-z'ot l'invansyon – la fine parpiy partou ousa Mittal nana z'izine l'asyé.

Téréos l'ashtë l'izine Boi-Rouj épi lo Gol, li l'ashète osi la roshèrch bann rényoné la fé dopi dé san z'ané. Koméla bann varyété kann invanté La Rényon i plant sa dann tout l'androi Téréos nana karo kann – gran gran karo, mi anparl mèm pa !.. Mésyé Hollande la di moi d'aout l'ané dèrnyèr : « Boi rouj i fèrm ar pa ! », é dopi so tan-la, li la pankor trouv in minite pou dépoz avèk l'Erop in domann pou ède nout prodiksyon kann.

L'èr-la, ni pé domandé si lo déstin bann plantèr kann i sava pa kroiz avèk déstin bann travayèr l'asyé é lo métod Mittal kroiz avèk métod Téréos, avèk Fransoi Holland konm mové z'anz gardien.

Justin

Nb « Parabol Fransoi Holande lo mové z'anz gardien » I la pa moin la invanté, sé mon kamarad Manu. Moin lé sir li va rokonète ali.

« Fé pa la bou avan la pli » - In kozman pou la rout

Sa lé bien vré ! La plipar d'tan sé kan la pli i tonm ké na la bou par la suit. Dizon, inn sé la konsékans dé l'ot, inn sé lo komans man é l'ot la finsyon. Dabor la pli i tonm, aprés a fé la bou. Mé dann in sans pli zénéral, sa i vé dir i fo pa konfonn la koz avèk lo rézilta. Mi sa plant tomat, m'a gingn larzan pou voyazé. Dakor, mé atann larzan la rantré pou rokomann out biyé pars sansa ou lé riskab trouv a ou avèk in gro krédi... Si bébète i pik out tomat ! si shanpiyon i fé krèv lo pyé ! si in mal fondé i fé vni tomat madégaskar ! Kosa zot i anpans zot ? Arien ditou ! Mazine in pé, fé travay z'ot koko : Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir si rant-rant ni tonm pa dé foi dakor rantre nou. Fé roulé Fèrèr !